

# Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Amable

Code géographique : 59015

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

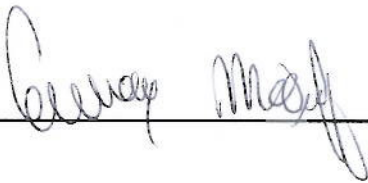
Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Carmen McDuff, atteste la véracité du rapport financier consolidé  
de Saint-Amable pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.  
(Nom de l'organisme)

Date

2015-06-02

Signature



## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

## **Section I - États financiers consolidés**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de de la Municipalité de St-Amable et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de St-Amable et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de St-Amable inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

*Moreau, Baiselle,  
Brunelle & Associés, S.E.N.C.R.L.*

 CPA, auditeur, CA

Par Robert Arbour, CPA auditeur, CA

Montréal

DATE 2015-06-02

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

DATE \_\_\_\_\_



**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	11 447 441	11 763 227	11 914 966		11 914 966
Compensations tenant lieu de taxes	2	239 584	187 933	235 760		235 760
Quotes-parts	3					531
Transferts	4	1 402 620	521 496	196 070		196 070
Services rendus	5	257 997	230 261	243 570		243 613
Imposition de droits	6	892 705	793 133	725 268		725 268
Amendes et pénalités	7	51 849	51 000	62 431		191 403
Intérêts	8	85 935	71 850	89 455		94 488
Autres revenus	9	146 744	164 680	431 166		451 931
	10	14 524 875	13 783 580	13 898 686		14 054 030
<b>Investissement</b>						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					211 142
Transferts	13	350 196		191 655		249 350
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales						
	16					
	17	350 196		191 655		460 492
	18	14 875 071	13 783 580	14 090 341		14 514 522
<b>Charges</b>						
Administration générale	19	1 967 468	2 047 399	2 089 324	153 737	2 243 061
Sécurité publique	20	2 054 565	2 175 029	2 170 621	117 020	2 303 314
Transport	21	1 917 857	1 897 331	1 961 376	1 005 190	2 966 566
Hygiène du milieu	22	1 973 053	1 836 395	1 822 709	1 155 093	3 155 060
Santé et bien-être	23					
Aménagement, urbanisme et développement	24	1 596 731	1 048 969	358 503	3 206	361 709
Loisirs et culture	25	925 280	1 013 026	956 764	253 342	1 210 106
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	1 379 699	1 267 933	1 362 501		1 422 577
Amortissement des immobilisations	28	2 692 867	2 286 215	2 687 588	( 2 687 588 )	
	29	14 507 520	13 572 297	13 409 386		13 662 393
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	367 551	211 283	680 955		852 129

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	367 551		211 283		680 955	171 174	852 129
Moins: revenus d'investissement	2	( 350 196 )	( )	( )	( )	( 191 655 )	( 268 837 )	( 460 492 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	17 355		211 283		489 300	(97 663)	391 637
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
<b>Immobilisations</b>								
Amortissement	4	2 692 867		2 286 215		2 687 588	157 185	2 844 773
Produit de cession	5					73 174	825	73 999
(Gain) perte sur cession	6					(28 545)	(825)	(29 370)
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	2 692 867		2 286 215		2 732 217	157 185	2 889 402
<b>Propriétés destinées à la revente</b>								
Coût des propriétés vendues	9					5 109		5 109
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11					5 109		5 109
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
<b>Financement</b>								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	635 797		368 250		38 226		38 226
Remboursement de la dette à long terme	17	( 1 947 470 )	( )	( 2 015 200 )	( )	( 2 012 800 )	( 79 513 )	( 2 092 313 )
	18	(1 311 673)		(1 646 950)		(1 974 574)	(79 513)	(2 054 087)
<b>Affectations</b>								
Activités d'investissement	19	( 1 221 262 )	( )	( 680 411 )	( )	( 981 593 )	( 4 314 )	( 985 907 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	3 136						
Excédent de fonctionnement affecté	21	331 000					206 347	206 347
Réserves financières et fonds réservés	22	(72 317)		(170 137)		(37 489)	(17 180)	(54 669)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23						(1 783)	(1 783)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(959 443)		(850 548)		(1 019 082)	183 070	(836 012)
	26	421 751		(211 283)		(256 330)	260 742	4 412
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	439 106				232 970	163 079	396 049

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	350 196			191 655	268 837	460 492
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Acquisition							
Administration générale	2	( 163 037 )	( )	( )	( 18 157 )	( )	( 18 157 )
Sécurité publique	3	( 16 576 )	( )	( )	( 4 225 )	( 27 287 )	( 31 512 )
Transport	4	( 528 307 )	( )	( )	( 608 697 )	( 2 744 )	( 611 441 )
Hygiène du milieu	5	( 735 679 )	( 674 030 )	( )	( 107 817 )	( 211 142 )	( 318 959 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( )	( 13 633 )	( )	( 13 633 )
Loisirs et culture	8	( 113 150 )	( 6 381 )	( )	( 225 028 )	( 61 495 )	( 286 523 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 1 556 749 )	( 680 411 )	( )	( 977 557 )	( 302 668 )	( 1 280 225 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
Acquisition	11	( 236 828 )	( )	( )	( 9 559 )	( )	( 9 559 )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>							
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	100 000			230 109	13 437	243 546
<b>Affectations</b>							
Activités de fonctionnement	14	1 221 262	680 411		981 593	4 314	985 907
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15						
Excédent de fonctionnement affecté	16						
Réserves financières et fonds réservés	17					13 829	13 829
	18	1 221 262	680 411		981 593	18 143	999 736
	19	(472 315)			224 586	(271 088)	(46 502)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(122 119)			416 241	(2 251)	413 990

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	367 551	211 283	680 955	171 174	852 129		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2 (	1 556 749 ) (	680 411 ) (	977 557 ) (	302 668 ) (	1 280 225 )		
Produit de cession	3			73 174	825	73 999		
Amortissement	4	2 692 867	2 286 215	2 687 588	157 185	2 844 773		
(Gain) perte sur cession	5			(28 545)	(825)	(29 370)		
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	1 136 118	1 605 804	1 754 660	(145 483)	1 609 177		
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(236 828)		(4 450)		(4 450)		
Variation des stocks de fournitures	9	(3 511)		5 327	(1 594)	3 733		
Variation des autres actifs non financiers	10	117 797		(105 535)	(8 886)	(114 421)		
	11	(122 542)		(104 658)	(10 480)	(115 138)		
	12	1 381 127	1 817 087	2 330 957	15 211	2 346 168		
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13							
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	1 381 127	1 817 087	2 330 957	15 211	2 346 168		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(35 396 880)		(34 015 753)	(111 592)	(34 127 345)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16				(73 952)	(73 952)		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(35 396 880)		(34 015 753)	(185 544)	(34 201 297)		
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18	(34 015 753)		(31 684 796)	(170 333)	(31 855 129)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Encaisse	1	4 113 536	3 339 343		3 339 343
Placements temporaires	2			555 718	555 718
Débiteurs (note 5)	3	5 692 884	5 304 087	306 341	5 610 428
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	9 806 420	8 643 430	862 059	9 505 489
<b>PASSIFS</b>					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	2 995 387			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	996 436	1 322 557	342 176	1 664 733
Revenus reportés (note 12)	13	943 732	1 533 816	155	1 533 971
Dette à long terme (note 13)	14	38 886 618	37 471 853	589 287	38 061 140
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15			100 774	100 774
	16	43 822 173	40 328 226	1 032 392	41 360 618
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	(34 015 753)	(31 684 796)	(170 333)	(31 855 129)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	18	76 025 945	74 271 285	2 047 080	76 318 365
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	671 303	675 753		675 753
Stocks de fournitures	20	112 104	106 777	7 707	114 484
Autres actifs non financiers (note 17)	21	54 254	159 789	24 258	184 047
	22	76 863 606	75 213 604	2 079 045	77 292 649
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	1 092 205	1 098 311	232 324	1 330 635
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	1 433 916	1 716 799	308 668	2 025 467
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 1 909 906 )	( 1 988 162 )	( 28 792 )	( 2 016 954 )
Financement des investissements en cours	26	(445 273)	(47 562)	(61 278)	(108 840)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	42 676 911	42 749 422	1 457 790	44 207 212
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	42 847 853	43 528 808	1 908 712	45 437 520

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	367 551	680 955	171 174	852 129
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	2 692 867	2 687 588	157 185	2 844 773
Autres					
- Perte(gain) cession immo	3		(28 545)	(825)	(29 370)
- Variation QP	4			9 346	9 346
	5	3 060 418	3 339 998	336 880	3 676 878
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	459 253	388 797	(97 803)	290 994
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(196 592)	326 121	18 160	344 281
Revenus reportés	9	286 510	590 084	(148)	589 936
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10			(16 970)	(16 970)
Propriétés destinées à la revente	11	(236 828)	(4 450)		(4 450)
Stocks de fournitures	12	(3 511)	5 327	(1 594)	3 733
Autres actifs non financiers	13	117 797	(105 535)	(8 886)	(114 421)
	14	3 487 047	4 540 342	229 639	4 769 981
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15	( 1 556 749 )	( 977 557 )	( 302 668 )	( 1 280 225 )
Produit de cession	16		73 174	825	73 999
	17	(1 556 749)	(904 383)	(301 843)	(1 206 226)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	( )	( )	( )	( )
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22				
<b>Activités de financement</b>					
Émission de dettes à long terme	23	100 000	957 000	13 437	970 437
Remboursement de la dette à long terme	24	( 2 469 000 )	( 2 431 900 )	( 79 513 )	( 2 511 413 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 995 387	(2 995 387)		(2 995 387)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	89 946	60 135		60 135
Autres					
-	27				
-	28				
	29	716 333	(4 410 152)	(66 076)	(4 476 228)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	2 646 631	(774 193)	(138 280)	(912 473)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	1 466 905	4 113 536	693 998	4 807 534
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b> (note 23)	32	4 113 536	3 339 343	555 718	3 895 061

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
<b>Rémunération</b>	1	2 292 485	2 451 294	2 563 092	1 182 980	3 746 072
<b>Charges sociales</b>	2	484 913	515 037	514 588	303 583	818 171
<b>Biens et services</b>	3	3 551 268	2 952 910	2 225 463	585 409	2 810 872
<b>Frais de financement</b>						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 245 105	1 153 298	1 245 041	35 674	1 279 145
D'autres organismes municipaux	5		113 635			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	130 859		115 054		115 054
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	3 735	1 000	2 406	26 110	28 378
<b>Contributions à des organismes</b>						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	3 823 661	3 974 169	3 852 592		1 807 017
Autres	10	79 208		88 170		88 170
Autres organismes	11	1 721	1 800	1 777	9 349	11 126
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	2 692 867	2 286 215	2 687 588	157 185	2 844 773
<b>Autres</b>						
-	13	201 698	122 939	113 615		113 615
-	14					
-	15					
	16	14 507 520	13 572 297	13 409 386	2 300 290	13 662 393

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	11 763 227	11 914 966	11 447 441
Compensations tenant lieu de taxes	2	187 933	235 760	239 584
Quotes-parts	3	231 149	211 673	44 996
Transferts	4	541 370	445 420	1 712 225
Services rendus	5	245 343	243 613	284 005
Imposition de droits	6	793 133	725 268	892 705
Amendes et pénalités	7	175 700	191 403	200 993
Intérêts	8	76 013	94 488	95 162
Autres revenus	9	169 397	451 931	172 743
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	14 183 265	14 514 522	15 089 854
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	2 105 966	2 243 061	2 119 690
Sécurité publique	13	2 389 973	2 303 314	2 309 948
Transport	14	2 755 408	2 966 566	2 950 601
Hygiène du milieu	15	2 905 709	3 155 060	3 125 962
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 052 224	361 709	1 599 987
Loisirs et culture	18	1 207 842	1 210 106	1 168 720
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	1 312 123	1 422 577	1 417 639
	21	13 729 245	13 662 393	14 692 547
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	454 020	852 129	397 307
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		44 610 717	44 311 033
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(25 326)	(97 623)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		44 585 391	44 213 410
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		45 437 520	44 610 717

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget	Réalizations	
		2014	2014	2013
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	454 020	852 129	397 307
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	930 307 ) (	1 280 225 ) (	1 640 830 )
Produit de cession	3		73 999	13 558
Amortissement	4	2 320 913	2 844 773	2 854 850
(Gain) perte sur cession	5		(29 370)	3 357
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	1 390 606	1 609 177	1 230 935
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(4 450)	(236 828)
Variation des stocks de fournitures	9		3 733	(3 108)
Variation des autres actifs non financiers	10		(114 421)	116 428
	11		(115 138)	(123 508)
	12	1 844 626	2 346 168	1 504 734
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	1 844 626	2 346 168	1 504 734
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(34 127 345)	(35 707 919)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		(73 952)	75 840
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(34 201 297)	(35 632 079)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		(31 855 129)	(34 127 345)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Encaisse	1 3 339 343	4 113 536
Placements temporaires	2 555 718	693 998
Débiteurs (note 5)	3 5 610 428	5 935 187
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 9 505 489	10 742 721
<b>PASSIFS</b>		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	2 995 387
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 1 664 733	1 320 672
Revenus reportés (note 12)	13 1 533 971	943 992
Dette à long terme (note 13)	14 38 061 140	39 492 271
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15 100 774	117 744
	16 41 360 618	44 870 066
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17 (31 855 129)	(34 127 345)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations (note 15)	18 76 318 365	77 878 916
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19 675 753	671 303
Stocks de fournitures	20 114 484	118 217
Autres actifs non financiers (note 17)	21 184 047	69 626
	22 77 292 649	78 738 062
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23 45 437 520	44 610 717

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	852 129	397 307
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 844 773	2 854 850
Autres			
- Gain(perte) sur cession d'immo	3	(29 370)	2 476
- Variation QP	4	9 346	(50 782)
	5	3 676 878	3 203 851
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	290 994	467 240
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	344 281	(127 695)
Revenus reportés	9	589 936	286 360
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(16 970)	(11 909)
Propriétés destinées à la revente	11	(4 450)	(236 828)
Stocks de fournitures	12	3 733	(3 109)
Autres actifs non financiers	13	(114 421)	116 693
	14	4 769 981	3 694 603
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 1 280 225 )	( 1 640 830 )
Produit de cession	16	73 999	13 558
	17	(1 206 226)	(1 627 272)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(                    )	(                    )
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	970 437	176 137
Remboursement de la dette à long terme	24	( 2 511 413 )	( 2 566 781 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(2 995 387)	2 963 969
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	60 135	89 946
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(4 476 228)	663 271
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(912 473)	2 730 602
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	4 807 534	2 076 932
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	32	3 895 061	4 807 534

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La municipalité de Saint-Amable est constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers [consolidés] sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [par organismes] présenté aux pages S15 et S16 [S8 et S9], la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé [consolidé] à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 [S11, S23-1 et S23-2] et l'endettement total net à long terme [consolidé] présenté à la page S25.

*[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.]*

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

**A) Périmètre comptable et partenariat**

Les états financiers de consolidés présentent les actifs, les passifs les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à valeur de consolidation.

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participent. Cette consolidation de fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

La Ville participe aux partenariats suivants:

	Consolidation ligne par ligne	Valeur de consolidation
Régie Interm. de Police	X	
Régie Interm. des eaux	X	
Régie de la gare	X	
CIT	X	
Régie Interm. Multisports	X	

L'entente intermunicipale avec la Régie de Police Richelieu St-Laurent est venu à échéance le 13 mai 2014. En date du 3 juin 2014, cette entente n'était pas encore renouvelée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**B) Comptabilité d'exercice**

Les états financiers sont préparés selon la comptabilité d'exercice. Cette comptabilité consiste à reconnaître les revenus et dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou décaissement ou toute autre façon. Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

**C) Actifs financiers**

S.O.

**D) Actifs non financiers**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. La valeur au marché correspond à la valeur de remplacement.

**Immobilisations**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition. L'amortissement des immobilisations est calculé selon les méthodes d'amortissement reconnues, et est établi linéairement selon leur durée de vie utile, qui varie de un à quarante ans.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**E) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus. Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Provenant de la consolidation régie de police Richelieu Saint-Laurent****Avantages sociaux futurs à prestations déterminées:**

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime. Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2014 selon la méthode suivante: Valeur liée au marché - 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DEMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir. Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus, (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

**Impact de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (la "loi SFPR")**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la "loi"). La loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le "service antérieur") et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le "service postérieur"). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociation débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après "régimes avec report"). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report. Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la cour supérieure visant à faire annuler cette loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014. La loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la loi.

Pour le service antérieur: Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs

Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18% ou 20% de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la loi.

Partage à 50/50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la Régie

Partage à 50/50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la Régie  
Mise en place d'un fond de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10% de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la Régie)

**Application de la loi aux régimes de la Régie**

La Régie participe à 3 régimes de retraite qui sont visés par la loi, dont 2 sont admissibles au report. Les incidences de ces modifications pour la Régie aux résultats de 2014 sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Modalité à la loi	Incidence sur le coût des services passés	Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie	Incidence sur le coût du service courant de l'exercice
-------------------	---	---	--

Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs

(a)	(3 282 000\$)	(3 282 000\$)	(429 100\$)
-----	---------------	---------------	-------------

Partage du déficit des participants actifs, au delà de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle

(b)	(40 000\$)	(40 000\$)	0\$
-----	------------	------------	-----

Total (f)	(3 322 000\$)	(3 322 000\$)	(429 100\$)
-----------	---------------	---------------	-------------

(a) Le coût des services passés représente l'élimination de l'indexation automatique et la prestation additionnelle. Tel que prévu à la loi, si la valeur dépasse la part de déficit qui doit être assumée par les participants actifs, une réserve doit être maintenue pour l'excédent. La réserve, s'il y a lieu, est établie en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45% assumé par les participants actifs, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la loi. L'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle affecte également le coût du service courant. Les régimes des cadres et des policiers sont affectés par cette réduction. (b) Le coût des services passés est établi en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45% assumé par les participants, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la loi. Il représente la part de déficit pris en charge par les participants actifs qui dépasse, s'il y a lieu, la valeur de l'indexation automatique éliminée. Pour les régimes avec report, le coût est établi en considérant la valeur minimale entre la situation financière selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 et le meilleur estimé de la situation financière au 31 décembre 2014, obtenue par extrapolation de l'obligation au titre des prestations constituées au 31 décembre 2013 et en considérant la valeur réelle de l'actif au 31 décembre 2014. (c) Les incidences du partage du déficit des participants retraités n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014, puisque ce partage dépend notamment d'une décision future de la Régie et de la situation financière du régime en date du 31 décembre 2015. (d) L'incidence du plafond du service courant est établie pour les régimes sans report en considérant la différence entre 1) le service courant prévu actuellement au régime net de l'effet de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminée et 2) le plafond établi selon les modalités de la loi. Comme cette disposition ne prend effet qu'à la fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report, elle n'a pas d'incidence sur

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

les coûts de 2014 dans le cas de ces régimes. Suite à l'évaluation actuarielle du 31 décembre 2013, aucun régime ne dépassait la limite permise par la Loi. (e) Ces modalités n'ont pas d'incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 puisqu'elles ne s'appliquent qu'à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur). (f) Le gain net résultant de l'excédent de l'incidence sur le coût des services passés sur le solde des pertes actuarielles nettes reconnues a été constaté en diminution de la charge d'avantages sociaux futurs à l'état des résultats (consolidé). Ce gain a fait l'objet d'un ajustement du solde de dépenses constatées à taxer ou à pourvoir à l'état de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales. (g) Le total de cette colonne devrait concilier avec report à ligne 20 de la page S24-1



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
  - pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

**H) Instruments financiers**

Les justes valeurs de l'encaisse, des débiteurs, des emprunts temporaires, des créditeurs et frais courus et des revenus reportés correspondent approximativement à la valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Les justes valeurs des éléments de la dette à long terme sont déterminées au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon des taux d'intérêts offerts sur le marché à la société pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. Ces justes valeurs correspondent sensiblement à leurs valeurs comptables.

**I) Autres éléments**

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui touchent les éléments d'actif et de passif présentés, la divulgation de l'actif et du passif éventuel à la date des états financiers et les revenus et les dépenses présentés pour l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

Actifs non financiers

Les actifs non financiers, sont de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents se composent des fonds en caisse, des soldes bancaires et des placements dans des instruments du marché monétaire.

Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeur de l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs et frais courus correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Les justes valeurs des éléments de la dette à long terme sont déterminées au moyen de la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon des taux d'intérêts offerts sur le marché à la société pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. Ces justes valeurs correspondent sensiblement à leurs valeurs comptables.

**3. Modification de méthodes comptables**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	3 339 343	4 113 536
Placements temporaires	2	292 525	474 835
Placements à long terme	3		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	825 925	886 245
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	3 793 287	4 608 455
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	261 557	54 776
Organismes municipaux	8	138 808	138 615
Autres			
- Mutations	9	134 846	153 991
- Autres débiteurs	10	456 005	93 105
	11	5 610 428	5 935 187
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	3 535 228	4 005 893
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	3 535 228	4 005 893
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	14 226	8 431
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
<b>Note</b>			
<b>7. Placements à long terme</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(100 774)	(117 744)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( )	( )
	27	<u>(100 774)</u>	<u>(117 744)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	123 336	172 398
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	37 991	38 869
Autres régimes (REER et autres)	31	78 567	71 920
Régimes de retraite des élus municipaux	32	26 004	23 199
	33	<u>265 898</u>	<u>306 386</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

<b>9. Autres actifs financiers</b>			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

**Note**

<b>10. Emprunts temporaires</b>			
LA municipalité dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 300 000\$, remboursable à demande et portant intérêts au taux de 3%. Aucun montant n'était utilisé au 31 décembre 2014.			
<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	37	705 785	556 851
Salaires et avantages sociaux	38	469 342	407 715
Dépôts et retenues de garantie	39	53 014	87 964
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus DLT	42	151 870	158 396
- Autres	43	216 910	107 514
- Organismes municipaux	44	6 622	1 268
- Dû sur terrain	45	61 190	
- Taxes à la consommation	46		964
	47	<u>1 664 733</u>	<u>1 320 672</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>12. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	48	55 398	38 992
Transferts	49	22	123
Autres			
- RREM	50	2 478	5 280
- Autres	51	1 476 073	899 597
	52	1 533 971	943 992

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	3,35	2014	2018	53	38 112 304	39 600 847
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59	21 083	23 806
Autres					60		
					61	38 133 387	39 624 653
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	( 72 247 )	( 132 382 )
					63	38 061 140	39 492 271

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2014</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2015	64	72	2 575 478	80	10 705	89	97	2 586 183
2016	65	73	2 641 231	81	7 133	90	98	2 648 364
2017	66	74	2 891 963	82	3 790	91	99	2 895 753
2018	67	75	2 737 212	83	255	92	100	2 737 467
2019	68	76	2 836 938	84		93	101	2 836 938
2020 et +	69	77	24 429 483	85		94	102	24 429 483
	70	78	38 112 305	86	21 883	95	103	38 134 188
Intérêts et frais accessoires				87	( 801 )		104	( 801 )
	71	79	38 112 305	88	21 082	96	105	38 133 387

**Note**

	2014	2013
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106	(31 855 129)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	(31 855 129)
		(34 127 345)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	110	13 286 535	138	174 000	165		192	13 460 535
Eaux usées	111	34 777 603	139	1 847 541	166		193	36 625 144
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	28 742 285	140	5 267 036	167		194	34 009 321
Autres	113	2 822 148	141	362 707	168	(2 648)	195	3 187 503
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	11 373 154	143	2 240	170	(27 860)	197	11 403 254
Améliorations locatives	116	48 129	144		171	(825)	198	48 954
Véhicules	117	2 047 673	145	19 749	172	102 383	199	1 965 039
Ameublement et équipement de bureau	118	1 040 861	146	47 979	173	(1 436)	200	1 090 276
Machinerie, outillage et équipement divers	119	3 831 828	147	484 938	174	169 133	201	4 147 633
Terrains	120	1 552 484	148	66 197	175	4 200	202	1 614 481
Autres	121	81 088	149	1 815	176	(9 079)	203	91 982
	122	<u>99 603 788</u>	150	<u>8 274 202</u>	177	<u>233 868</u>	204	<u>107 644 122</u>
Immobilisations en cours	123	7 231 801	151	(6 993 977)	178		205	237 824
	124	<u>106 835 589</u>	152	<u>1 280 225</u>	179	<u>233 868</u>	206	<u>107 881 946</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	125	8 406 102	153	346 115	180		207	8 752 217
Eaux usées	126	6 146 348	154	852 177	181		208	6 998 525
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	7 377 487	155	707 307	182		209	8 084 794
Autres	128	906 249	156	143 563	183	(1 290)	210	1 051 102
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	1 693 676	158	296 133	185	3 188	212	1 986 621
Améliorations locatives	131	46 324	159	1 435	186	(793)	213	48 552
Véhicules	132	1 133 854	160	152 048	187	66 550	214	1 219 352
Ameublement et équipement de bureau	133	496 191	161	108 854	188	(593)	215	605 638
Machinerie, outillage et équipement divers	134	2 721 288	162	228 199	189	171 711	216	2 777 776
Autres	135	29 154	163	8 942	190	(908)	217	39 004
	136	<u>28 956 673</u>	164	<u>2 844 773</u>	191	<u>237 865</u>	218	<u>31 563 581</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	137	<u>77 878 916</u>					219	<u>76 318 365</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	127 238	223	17 340	225	22 345	227	122 233
Amortissement cumulé	221	(96 635)	224	(15 411)	226	(22 869)	228	(89 177)
Valeur comptable nette	222	<u>30 603</u>					229	<u>33 056</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	675 753	671 303
	233	675 753	671 303
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	675 753	671 303

**Note****17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	154 516	12 588
Frais reportés			
- Hon. d'éval. foncière	237	27 127	54 254
- F.émission de la dette	238	2 404	2 784
	239	184 047	69 626

**Note****18. Obligations contractuelles**

La municipalité est membre de la Municipalité régionale de comté de Marguerite D'Youville (M.R.C.). De ce fait, elle doit assumer sa part des dépenses de cet organisme.

La municipalité est membre de la Communauté métropolitaine de Montréal. Elle doit donc assumer sa part des dépenses de cet organisme. La quote-part prévue pour 2015 est de 156 073\$

La municipalité a octroyé un contrat de 3 ans échéant le 30 avril 2014. La municipalité a exercé son année d'option pour la saison 2014-2015 au montant de 205 200\$ pour l'enlèvement de la neige.

La municipalité a octroyé un contrat de 3 ans échéant le 31 décembre 2016 d'un montant total de 38 768\$ taxes incluses pour la tonte de gazon et l'aménagement paysager.

La part de la municipalité dans les engagements contractuels de la Régie Intermunicipale de Police Richelieu-Saint-Laurent pour les 5 prochains exercices est de :

Location d'équipement: 3 192\$ en 2015, 1 944\$ en 2016, 1 105\$ en 2017, 352\$ en 2018 et 67\$ en 2019.

Location d'immeuble: 10 408\$ en 2015.

La part de la municipalité dans les engagements contractuels du CIT est, en vertu d'un contrat échéant en juin 2022, à verser une somme approximative de 2 103 638\$ à un transporteur. Les versements approximatifs exigibles au cours des prochains exercices se détaillent comme suit: 237 838\$ en 2015, 249 717\$ en 2016, 262 102\$ en 2017 et 275 245\$ en 2018 et 289 146\$ en 2019. De plus, en vertu d'un contrat de gestion des opérations échéant en 2018, à verser une somme de 24 946\$. Les versements approximatifs exigibles au cours des prochains exercices se détaillent comme suit: 6 015\$ en 2015, 6 142\$ en 2016, 6 319\$ en



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

2017, 5 198\$ en 2017 et 6 470\$ en 2018.

La part de la municipalité dans l'engagement de la Régie de la Gare, en vertu d'un bail commercial échéant le 30 juin 2022, à verser des loyers totalisant 17 422\$. Les paiements minimum exigibles en vertu de ce contrat de location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 2 323\$ par année.

## **19. Éventualités**

### **a) Cautionnement et garantie**

La municipalité s'est engagée à cautionner un montant de 770 000\$, pour la construction du Centre de la petite enfance, correspondant au coût de l'emprunt, au terme de 15 ans. Le solde de cet emprunt au 31 décembre 2014 est de 202 282\$.

### **b) Auto-assurance**

La municipalité assume l'auto-assurance de l'invalidité courte durée conjointement avec un programme supplémentaire de chômage.

La municipalité assume aussi en partie l'auto-assurance de l'invalidité court terme pour les employés cadres de la Régie Intermunicipale Richelieu-Saint-Laurent.

### **c) Poursuites**

Au cours de l'exercice, la Régie Intermunicipale de Police Richelieu-Saint-Laurent a fait l'objet de griefs de certains de ses employés, pour une somme indéterminée.

La régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

Le CIT fait l'objet d'une mise en demeure instituée par l'ancien transporteur dont la part de la municipalité est de 113 738\$ pour des dommages-intérêts causés suite à la fin de son contrat de transport en commun de personnes le 31 décembre 2011. La direction est d'avis que cette réclamation est non fondée et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

### **d) Autres**

#### **ENVIRONNEMENT**

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

Des redressements ont été nécessaires pour refléter les variations dans les quotes-parts des organismes faisant partie du périmètre.

	2014	2013
- État consolidé des résultats	(25 326\$)	(97 623\$)
- État consolidé de la variation des actifs financiers nets (dette nette)	(73 952\$)	75 840\$

**21. Données budgétaires**

Le budget présenté à titre comparatif pour l'exercice 2014 est consolidé et correspond à l'addition, après élimination des transactions réciproques, du budget adopté par le conseil municipal pour l'exercice 2014 et les budgets des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable de la Ville tels qu'adoptés par leurs conseils respectifs pour l'exercice 2014.

Ces données sont présentées pour fins d'information et le rapport de l'auditeur ne porte pas sur ces données.

**22. Instruments financiers**

	2014	2013
<b>23. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	240 3 339 343	4 113 536
Découvert bancaire	241 ( )	( )
Placements temporaires	242 555 718	693 998
<i>Ajouter</i>		
-	243	
-	244	
-	245	
-	246	
<i>Déduire</i>		
-	247 ( )	( )
-	248 ( )	( )
-	249 ( )	( )
-	250 ( )	( )
-	251 ( )	( )
-	252 ( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	253 3 895 061	4 807 534

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 330 635	1 378 570
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 025 467	1 652 348
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	2 016 954 ) (	1 939 969 ) (
Financement des investissements en cours	(108 840)	(445 273)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	44 207 212	43 965 041
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	45 437 520	44 610 717

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Immobilisations	200 000	200 000
- Eaux usées	175 000	125 000
- Entretien cours d'eau	63 500	31 500
- Infrastructures rue Dollard	73 000	
- Infrastructures CPE	75 000	
-		
-		
-		
-		
-		
-		
	586 500	356 500

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- CIT	29 945	25 020
- RIEP	195 065	164 206
- R.Gare		8 400
	225 010	197 626

Réserves financières

-		
-		
-		
-		
-		
-		

Fonds réservés

Fonds de roulement	546 260	472 693
Fonds parcs et terrains de jeux	436 914	409 427
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques		
Société québécoise d'assainissement des eaux		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	158 536	80 584
Financement des activités de fonctionnement	72 247	132 382
Autres		
- Soldes disp non utilisés		3 136
-		
-		
-		
	1 213 957	1 098 222
	2 025 467	1 652 348

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( 38 999 ) ( )	( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ( ) ( )	40 928 )
Régimes non capitalisés	43 ( ) ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( ) ( )	( )
Autres	45 ( 10 207 ) ( )	( 10 865 )
Régimes non capitalisés	46 ( ) ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ( ) ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 ( ) ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	49 ( ) ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 ( ) ( )	( )
Autres		
-	51 ( ) ( )	( )
-	52 ( ) ( )	( )
	53 ( 28 792 ) ( )	30 063 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ( ) ( )	( )
Autre financement	55 ( 1 988 162 ) ( )	1 909 906 )
	56 ( 2 016 954 ) ( )	1 939 969 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	57	
Investissements à financer	58 ( 108 840 ) ( )	445 273 )
	59 ( 108 840 )	( 445 273 )
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 76 318 365	77 878 916
Propriétés destinées à la revente	61 675 753	671 303
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 76 994 118	78 550 219
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 38 061 140	39 492 271
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 72 247	132 382
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 ( 3 697 038 ) ( )	3 994 669 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 ( 1 649 443 ) ( )	1 044 806 )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 ( ) ( )	( )
	71 32 786 906	34 585 178
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 32 786 906	34 585 178
	74 44 207 212	43 965 041

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u>                    </u>	3 <u>                    </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (117 744)	(129 653)
Charge de l'exercice	5 ( 123 336 )	( 172 398 )
Cotisations versées par l'employeur	6 140 306	184 307
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(100 774)</u>	<u>(117 744)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 3 571 974	3 098 661
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( <u>3 817 599</u> )	( <u>3 612 083</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (245 625)	(513 422)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>144 851</u>	<u>395 678</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (100 774)	(117 744)
Provision pour moins-value	13 ( <u>                    </u> )	( <u>                    </u> )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(100 774)</u>	<u>(117 744)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u>3 571 974</u>	<u>3 098 661</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( <u>3 817 599</u> )	( <u>3 612 083</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( <u>245 625</u> )	( <u>513 422</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 167 895	212 089
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (144 095)	
	21 <u>23 800</u>	<u>212 089</u>
Cotisations salariales des employés	22 ( 94 667 )	( 101 750 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( <u>                    </u> )	( <u>                    </u> )
	24 (70 867)	110 339
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 18 363	26 161
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 148 062	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
- Variation Q-P	30 2 016	2 288
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>97 574</u>	<u>138 788</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 218 438	204 990
Rendement espéré des actifs	34 ( <u>192 676</u> )	( <u>171 380</u> )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>25 762</u>	<u>33 610</u>
Charge de l'exercice	36 <u>123 336</u>	<u>172 398</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 300 206	129 462
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 192 676 )	( 171 380 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 107 530	(41 918)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (16 357)	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 114 901	59 683
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 3 691 466	3 202 891
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 16	16
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57 ( )	( )
Charge de l'exercice	58 ( )	( )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ( )	( )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ( )	( )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ( )	( )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	( _____ )	( _____ )
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

**Description des régimes et autres renseignements**

Le Régime de retraite par financement salarial (RRFS) de la FTQ permet aux syndicats affiliés, qui n'ont pas accès à un régime de retraite à prestations déterminées auprès de leur employeur, d'avoir accès à un meilleur régime de retraite.

Le RRFS est un régime à prestations déterminées. Le RRFS propose une prestation pour les participants et une cotisation fixe pour la municipalité.



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur	89	<u>37 991</u>	<u>38 869</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 3

**Description des régimes et autres renseignements**

REER individuel, l'employeur contribue à 6% du salaire à un REER autogéré par chacun des employés. La contribution de l'employé au REER est d'un minimum de 1%. L'employeur remet 1 fois par mois sa contribution et celle du salarié au fiduciaire choisi par le salarié.

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	91 <u>78 567</u>	<u>71 920</u>

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92  Oui  
93  Non

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	94 <u>7</u>	<u>7</u>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	95 <u>6 882</u>	<u>6 106</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM	96 23 202	20 574
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97 <u>2 802</u>	<u>2 625</u>
	98 <u>26 004</u>	<u>23 199</u>

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	37 544 100
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	47 562
Activités de fonctionnement à financer	3	223 901
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	3 535 228
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	161 810
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	34 118 525
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	802 528
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	34 921 053
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	98 904
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	35 019 957
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	35 019 957
<hr/>		
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		

---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>TAXES</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	8 113 986	8 139 822	7 780 923
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	263 839	270 046	276 664
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	8 377 825	8 409 868	8 057 587
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	739 055	777 806	751 578
Égout	11	366 327	379 800	365 721
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 138 894	1 160 619	1 134 054
Autres				
-Usages accessoires	14	31 486	123 281	111 120
-Cours d'eau	15	108 413	32 000	31 573
-Bacs roulants	16		10 875	15 750
Centres d'urgence 9-1-1	17	39 468	45 075	39 367
Service de la dette	18	961 759	975 642	940 691
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	3 385 402	3 505 098	3 389 854
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	3 385 402	3 505 098	3 389 854
	26	11 763 227	11 914 966	11 447 441

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
<b>Immeubles des réseaux</b>				
Santé et services sociaux	32	27 461	51 902	37 363
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	157 484	180 843	199 265
	35	184 945	232 745	236 628
<b>Autres immeubles</b>				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	184 945	232 745	236 628
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41	2 009	2 038	2 002
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	979	977	954
Taxes d'affaires	43			
	44	2 988	3 015	2 956
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	187 933	235 760	239 584

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52	1 245	4 350	2 380
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	10 000	11 215	57 269
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			1 656
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	72 256	72 256	43 843
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		2 043	
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	375 965	38 565	
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			661 763
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	8 127	11 663	48 835
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	53 028	53 278	53 557
Autres	88	875	2 700	13 100
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	521 496	196 070	882 403

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			124 110
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		57 695	(40 812)
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			9 225
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	191 655	191 655	216 861
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	191 655	249 350	309 384



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			520 438
	138			520 438
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	521 496	387 725	445 420
				1 712 225

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152		43	
Autres	153			
	154		43	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181		43	

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	12 350	11 714	12 805
Sécurité publique	183	28 312	26 623	32 085
Transport				
Réseau routier	184	45 000	60 698	76 765
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			26 008
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	38 223	49 437	43 439
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			550
Loisirs et culture	193	106 376	95 098	92 353
Réseau d'électricité	194			
	195	230 261	243 570	284 005
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	230 261	243 570	284 005
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	60 000	64 231	65 116
Droits de mutation immobilière	198	600 000	661 037	700 312
Droits sur les carrières et sablières	199	133 133		125 612
Autres	200			1 665
	201	793 133	725 268	892 705
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	51 000	62 431	200 993
<b>INTÉRÊTS</b>	203	71 850	89 455	95 162
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		28 545	(3 357)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		201 118	201 118
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		129 140	129 140
Autres contributions	210			
Autres	211	164 680	72 363	176 100
	212	164 680	431 166	172 743

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014		Réalizations 2014	Réalizations 2013	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	235 350	356 157		356 157	356 157	200 617
Application de la loi	2	31 187	(10 145)		(10 145)	(10 145)	36 110
Gestion financière et administrative	3	1 130 822	1 117 298	153 737	1 271 035	1 271 035	1 168 450
Greffe	4	650	2 110		2 110	2 110	41 171
Évaluation	5	239 282	228 783		228 783	228 783	287 786
Gestion du personnel	6	5 715	3 803		3 803	3 803	2 571
Autres	7	404 393	391 318		391 318	391 318	382 985
	8	2 047 399	2 089 324	153 737	2 243 061	2 243 061	2 119 690
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	1 600 792	1 606 399		1 606 399	1 622 072	1 634 628
Sécurité incendie	10	408 806	408 956	117 020	525 976	525 976	535 594
Sécurité civile	11	5 296	3 751		3 751	3 751	2 828
Autres	12	160 135	151 515		151 515	151 515	136 898
	13	2 175 029	2 170 621	117 020	2 287 641	2 303 314	2 309 948
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 193 853	1 259 948	968 206	2 228 154	2 228 154	2 284 124
Enlèvement de la neige	15	240 088	242 278	10 739	253 017	253 017	244 714
Éclairage des rues	16	48 543	47 797	26 245	74 042	74 042	86 375
Circulation et stationnement	17	20 106	10 006		10 006	10 005	27 363
Transport collectif							
Transport en commun	18	394 741	401 347		401 347	401 348	308 025
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 897 331	1 961 376	1 005 190	2 966 566	2 966 566	2 950 601

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	261 414	261 532		261 532	296 785
Réseau de distribution de l'eau potable	24	240 627	250 165	307 201	557 366	553 462
Traitement des eaux usées	25	89 975	74 248	32 366	106 614	117 056
Réseaux d'égout	26	65 150	63 250	815 526	878 776	884 692
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	875 170	880 138		880 138	898 460
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	296 164	280 969		280 969	367 650
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	7 895	7 842		7 842	7 857
Protection de l'environnement	38		4 565		4 565	4 565
Autres	39					
	40	1 836 395	1 822 709	1 155 093	2 977 802	3 125 962
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	271 849	255 746	3 206	258 952	257 143
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	23 870	23 870		23 870	20 695
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	753 250	78 887		78 887	1 322 149
	52	1 048 969	358 503	3 206	361 709	1 599 987

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	122 968	133 048	51 197	184 245	184 245	182 468
Patinoires intérieures et extérieures	54	82 942	91 254	4 097	95 351	95 351	78 858
Piscines, plages et ports de plaisance	55	62 266	56 448	44 168	100 616	100 616	95 894
Parcs et terrains de jeux	56	289 297	235 410	85 350	320 760	320 760	264 771
Parcs régionaux	57	59 755					
Expositions et foires	58						
Autres	59		67 344		67 344	67 344	50 972
	60	617 228	583 504	184 812	768 316	768 316	672 963
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	30 936	19 483	1 175	20 658	20 658	5 565
Bibliothèques	62	311 512	316 390	67 355	383 745	383 745	362 837
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						200
Autres	65	53 350	37 387		37 387	37 387	127 155
	66	395 798	373 260	68 530	441 790	441 790	495 757
	67	1 013 026	956 764	253 342	1 210 106	1 210 106	1 168 720
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
68							
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	1 153 298	1 001 533		1 001 533	1 035 637	1 122 616
Autres frais	70	113 635	358 562		358 562	358 562	257 620
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					25 761	33 610
Autres	72	1 000	2 406		2 406	2 617	3 793
	73	1 267 933	1 362 501		1 362 501	1 422 577	1 417 639
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
74	2 286 215	2 687 588	( 2 687 588 )				

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47



**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Municipalité de St-Amable (ci-après «la ville»). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

*Morneau, Boisselle,  
Brunelle & Associés, S.E.N.C.R.L.*

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

*Robert Arbour* CPA, auditeur, CA

Par Robert Arbour, CPA auditeur, CA

Montréal

DATE 2015-06-02

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>11 914 966</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u>11 914 966</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes			1	11 914 966
<b>Ajouter</b>				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>			4	<u>11 914 966</u>
<b>Déduire</b>				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires		5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM		6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	177 789	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	45 075	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	<u>                    </u>	10 <u>222 864</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>			11	<u>11 692 102</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	1	<u>971 538 400</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	2	<u>989 558 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>980 548 550</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>11 692 102</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>980 548 550</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2014</b>	6	<input type="text" value=""/> <input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="4"/> / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	92 090	92 090	
Usines de traitement de l'eau potable	2		211 142	44 996
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	674 030	15 726	660 597
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		44 015	
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		11 036	8 134
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10		212 632	75 139
Autres infrastructures	11		185 230	51 871
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 584	2 141	430 103
Édifices communautaires et récréatifs	14		61 277	29 130
Améliorations locatives	15			439
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		17 340	60 262
Ameublement et équipement de bureau	18	6 381	40 190	27 234
Machinerie, outillage et équipement divers	19		382 186	98 139
Terrains	20		5 220	154 652
Autres	21			134
	22	680 411	977 557	1 280 225
				1 640 830

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT  
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24		211 142	44 996
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		5 523	660 597
Autres infrastructures	27		422 790	135 144
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		92 090	
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		10 203	
Autres infrastructures	32		30 123	
Autres immobilisations	33		416 828	800 093
	34		977 557	1 280 225
				1 640 830

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	39 600 847	957 000	2 445 543	38 112 304
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	23 806	13 437	16 160	21 083
Autres	6				
	7	39 624 653	970 437	2 461 703	38 133 387
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	3 743	3 899	3 743	3 899
Réserves financières et fonds réservés	10	2 130		(396)	2 526
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	13 124 995	79 238	755 950	12 448 283
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	22 499 116	732 661	1 288 907	21 942 870
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	35 629 984	815 798	2 048 204	34 397 578
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	4 005 893		470 665	3 535 228
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	4 005 893		470 665	3 535 228
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20	(11 224)	158 538	(14 496)	161 810
	21	3 994 669	158 538	456 169	3 697 038
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22			(38 771)	38 771
Prêts	23				
Autres	24				
	25	3 994 669	158 538	417 398	3 735 809
	26	39 624 653	974 336	2 465 602	38 133 387
Dettes en cours de refinancement	27	( )		( )	
	28	39 624 653	974 336	2 465 602	38 133 387



**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1	31 187	(10 145)	36 110
Évaluation	2	1 978	1 978	2 067
Autres	3	232 700	235 178	228 094
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	1 600 792	1 606 399	39 367
Sécurité incendie	5	6 408	5 824	4 806
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	481 023	401 347	63 434
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	399 946	399 946	58 090
Matières résiduelles	12	1 171 334	1 161 107	1 266 110
Cours d'eau	13	7 895	7 842	7 857
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	17 036	17 036	14 801
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	23 870	23 870	20 695
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22		2 210	531
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	3 974 169	3 852 592	1 741 431

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	8,60	35,00	672 997	131 564	804 561
Professionnels	2	5,02	35,00	285 580	62 151	347 731
Cols blancs	3	14,70	28,00	468 420	112 527	580 947
Cols bleus	4	15,73	40,00	657 399	157 444	814 843
Policiers	5					
Pompiers	6	4,20	35,00	185 616	18 058	203 674
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	48,25		2 270 012	481 744	2 751 756
Élus	9	7,00		293 080	32 844	325 924
	10	55,25		2 563 092	514 588	3 077 680

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15	72 256	191 655		263 911
Autres	16	120 395		3 419	123 814
	17	192 651	191 655	3 419	387 725

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux		Frais de financement	
<b>Administration générale</b>																	
Application de la loi	1	(10 145)	27			53		(10 145)	79			105		(10 145)	131		
Évaluation	2	228 783	28			54		228 783	80			106		228 783	132		
Autres	3	1 870 686	29		153 737	55		2 024 423	81		11 714	107		2 012 709	133		135 624
	4	2 089 324	30		153 737	56		2 243 061	82		11 714	108		2 231 347	134		135 624
<b>Sécurité publique</b>																	
Police	5	1 606 399	31			57		1 606 399	83			109		1 606 399	135		
Sécurité incendie	6	408 956	32		117 020	58		525 976	84		26 623	110		499 353	136		2 748
Sécurité civile	7	3 751	33			59		3 751	85			111		3 751	137		
Autres	8	151 515	34			60		151 515	86			112		151 515	138		
	9	2 170 621	35		117 020	61		2 287 641	87		26 623	113		2 261 018	139		2 748
<b>Transport</b>																	
Réseau routier																	
Voirie municipale	10	1 259 948	36		968 206	62		2 228 154	88		60 698	114		2 167 456	140		564 562
Enlèvement de la neige	11	242 278	37		10 739	63		253 017	89			115		253 017	141		
Autres	12	57 803	38		26 245	64		84 048	90			116		84 048	142		
Transport collectif	13	401 347	39			65		401 347	91			117		401 347	143		
Autres	14		40			66			92			118			144		17 848
	15	1 961 376	41		1 005 190	67		2 966 566	93		60 698	119		2 905 868	145		582 410
<b>Hygiène du milieu</b>																	
Eau et égout																	
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																	
Réseau de distribution de l'eau potable	16	261 532	42			68		261 532	94			120		261 532	146		
Traitement des eaux usées	17	250 165	43		307 201	69		557 366	95		49 437	121		507 929	147		11 268
Réseaux d'égout	18	74 248	44		32 366	70		106 614	96			122		106 614	148		
Autres	19	63 250	45		815 526	71		878 776	97			123		878 776	149		457 488
Matières résiduelles																	
Déchets domestiques et assimilés	20	880 138	46			72		880 138	98			124		880 138	150		
Matières recyclables	21	280 969	47			73		280 969	99			125		280 969	151		
Autres	22		48			74			100			126			152		
Cours d'eau	23	7 842	49			75		7 842	101			127		7 842	153		
Protection de l'environnement	24	4 565	50			76		4 565	102			128		4 565	154		
Autres	25		51			77			103			129			155		
	26	1 822 709	52		1 155 093	78		2 977 802	104		49 437	130		2 928 365	156		468 756

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
<b>Santé et bien-être</b>											
Logement social	157		172	187		202		217			232
Sécurité du revenu	158		173	188		203		218			233
Autres	159		174	189		204		219			234
	160		175	190		205		220			235
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	255 746	176	3 206	191	258 952	206	221	258 952	236	82 471
Rénovation urbaine	162		177		192		207	222		237	
Promotion et développement économique	163	23 870	178		193	23 870	208	223	23 870	238	
Autres	164	78 887	179		194	78 887	209	224	78 887	239	
	165	358 503	180	3 206	195	361 709	210	225	361 709	240	82 471
<b>Loisirs et culture</b>											
Activités récréatives	166	583 504	181	184 812	196	768 316	211	69 046	699 270	241	31 766
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	316 390	182	67 355	197	383 745	212	11 486	372 259	242	58 726
Autres	168	56 870	183	1 175	198	58 045	213	14 566	43 479	243	
	169	956 764	184	253 342	199	1 210 106	214	95 098	1 115 008	244	90 492
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245
	171	9 359 297	186	2 687 588	201	12 046 885	216	243 570	11 803 315	246	1 362 501

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014***Non audité*

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Rémunération</b>	1		45 802
<b>Charges sociales</b>	2		13 514
<b>Biens et services</b>	3	977 557	1 497 433
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	977 557	1 556 749

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		2014	2013
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	1 092 205	837 735
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	3 136	
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 095 341	837 735
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	232 970	439 106
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(3 136)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(230 000)	(181 500)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	2 970	254 470
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	1 098 311	1 092 205
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	356 500	506 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	356 500	506 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(331 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	230 000	181 500
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	230 000	(149 500)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	586 500	356 500
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	1 077 416	1 005 099
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(3 136)	
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 074 280	1 005 099
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	37 489	72 317
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	18 530	
	30	56 019	72 317
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	1 130 299	1 077 416

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

		2014	2013
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>			
Solde au début de l'exercice	32	( 1 909 906 )	( )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(197 796)	(1 346 719)
Solde redressé au début de l'exercice	34	( 2 107 702 )	( 1 346 719 )
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes non capitalisés	38	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	( )	( )
Utilisation du fonds général	40	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres	43	( )	( )
	44	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	( )	( )
Autre financement	46	38 226 )	( 635 797 )
	47	( 38 226 )	( 635 797 )
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement			
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	48		
	49	157 766	72 610
	50	157 766	72 610
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	51	( 1 988 162 )	( 1 909 906 )
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Solde au début de l'exercice	52	(445 273)	(323 154)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53		
Solde redressé au début de l'exercice	54	(445 273)	(323 154)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales			
	55	416 241	(122 119)
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
	56		
Excédent de fonctionnement affecté			
	57		
Réserves financières et fonds réservés			
	58	(18 530)	
	59	397 711	(122 119)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	60	(47 562)	(445 273)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Solde au début de l'exercice	61	42 676 911	40 454 622
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62		1 346 719
Solde redressé au début de l'exercice	63	42 676 911	41 801 341
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
	64		
Excédent de fonctionnement affecté			
	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	72 511	875 570
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	67	42 749 422	42 676 911

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>600 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>600 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>600 000</u>



**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Redressement aux exercices antérieurs (note 20)</b>	<b>Règlements d'emprunt fermés</b>		<b>Utilisation de l'exercice</b>	<b>Transferts</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
			<b>Activités de fonctionnement</b>	<b>Activités d'in- vestissement</b>			
Montant non réservé	1 78 454	2	3	4 18 530	5	6	7 96 984
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 78 454	16	17	18 18 530	19	20	21 96 984

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 8   □ 0   □ 2   □ 5 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 8   □ 0   □ 2   □ 5 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 1   □ 6   □ 9   □ 6 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 1   □ 6   □ 9   □ 6 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 8   □ 0   □ 2   □ 5 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 8   □ 0   □ 2   □ 5 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

	<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	1 0 5  ,  0 0  \$
Égout	2	1 1 7  ,  0 0  \$
Eau et égout	3	,         \$
Traitement des eaux usées	4	,         \$
Matières résiduelles	5	2 5 6  ,  1 1  \$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
R454-00 Taxe d'égout de secteur B	,0043	1	
R454-00 Taxe d'égout de secteur C	55,1000	7	unité
R454-00 Taxe d'égout de secteur E	82,3700	7	unité
R485-02 Taxe d'égout de secteur Sanitair	242,3800	7	point
R485-02 Taxe d'égout de secteur Pluvial	188,3100	7	point
R529-04 Égout pluvial Évaluation	,0539	1	
R529-04 Égout pluvial Frontage	3,3540	3	
R537-04 Taxe d'égout de secteur Sanitair	242,3800	7	point
R540-04 Égout pluvial Évaluation	,0579	1	
R540-04 Égout pluvial Frontage	3,5021	3	
R556-05 Égout pluvial Évaluation	,0628	1	
R556-05 Égout pluvial Frontage	3,5458	3	
R558-05 Canalisation arrières lots Brion	,0261	1	
R558-05 Canalisation arrières lots Brion	3,2083	3	
R566-05 Canalisation arrières lots Alain	304,3100	4	
R579-06 Taxe d'égout de secteur Sanitair	14,5568	3	
R580-06 Égout pluvial Évaluation	,0608	1	
R580-06 Égout pluvial Frontage	3,4175	3	
R582-06 Égout pluvial Évaluation	,0266	1	
R582-06 Égout pluvial Frontage	2,8321	3	
R610-08 Luminaires section A annexe B	92,4200	4	
R610-08 Bordure de rue sect. C ann. D	85,5200	4	
R610-08 Bordure de rue sect. D ann. E	49,3400	7	logement
R611-08 Bordures et trottoirs de béton	111,0900	4	
R613-08 Taxe d'égout de secteur Sanitair	281,5400	7	point
R623-09 Taxe d'égout de secteur Sanitair	280,6300	7	point
R623-09 Égout pluvial Évaluation	,0741	1	
R623-09 Égout pluvial Frontage	5,6575	3	
R625-09 Trottoirs de béton et lumin.	17,8100	3	
R641-10 Luminaires de rues	80,1000	4	

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
R642-10 Luminaires de rue	58,7400	4	
R652-10 Taxe de pavage rue Hervé	,1148	1	
R655-10 Canalisation branche 30 cours	5 864,3600	7	pourcentage
R661-11 Taxe d'égout de secteur Sanitair	186,1600	7	point
R661-11 Égout pluvial Évaluation	,0700	1	
R661-11 Égout pluvial Frontage	3,0624	3	
R661-11 Bordures et trottoirs de béton	66,7300	4	
R712-00-2013 Taxe pour les usages acc. R	361,1100	7	résidence
R712-00-2013 Taxe pour les usages acc. D	478,1100	7	résidence
Taxe de consommation d'eau	,3100	7	mètre <sup>3</sup>
Cours d'eau	7,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	140 787 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 575 rue Principale  
(no) (rue)  
Saint-Amable J0L 1N0  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 649-3555  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 922-0728  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Carmen McDuff

Téléphone (450) 649-3555  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 922-0728  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel cmcduff@st-amable.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Moreau, Boisselle, Brunelle & Associés

Titre CPA, auditeur CA

Adresse 4510 ave. Papineau  
(no) (rue)  
Montréal H2H 1V1  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 521-4077  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 521-4986  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@mbba.ca

Responsable du dossier Robert Arbour, CPA,CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
\_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_



**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1 .....  
.....

Facteur comparatif

2 .....  
.....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Josée Desmarais , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Amable pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-06-02 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Amable consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Amable détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 852 129 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,1924 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-05-21 11:18:50

Date de transmission au Ministère : 2015/06/03